



**COMMUNITY WORKS!**  
Initiatives pour une Economie Sociale et Solidaire



Erasmus+

# Synthèse de la recherche



Cette recherche a été mise en oeuvre grâce à la coopération des partenaires du projet



Kaléido'scop

Mobilité(s) - Diversité(s) - Créativité(s)

vedo  
do  
gio  
vane

citizens  
in action



UNIVERSITÉ  
JEAN MONNET  
SAINT-ÉTIENNE

VICTOR  
MIRROR LTD



#### Partenaire coordinateur

Nexes Interculturals de Joves per Europa  
Carrer de Josep Anselm Clave, 6. 101a-08001, Barcelona, España.

#### Partenaires

Universite Jean Monnet – Saint Etienne – France

Kaléido'scop – Saint Etienne – France

Xarxa d'Economia Solidaria – Barcelona – Spain

Citizens in Action – Athens – Greece

Consilium Development & Training Ltd – Malvern – UK

Vedogiovane Societa Cooperativa Sociale – Borgomanero – Italy

Mirror Development & Training Ltd – Nuneaton – UK

Mife Loire Sud – Saint Etienne – France



[www.issecommunityworks.eu](http://www.issecommunityworks.eu)

Ce document a été constitué et édité par

Daniela Osorio Cabrera & Monica Haas Caruso Octobre 2015

Traduction française: Hélène Bréant



Projet de Partenariat Stratégique n° 2014-1-ES02 KA200-001071

Cette publication a été réalisée avec le soutien du Programme Erasmus+ de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'équipe du projet « *Community Works! Initiatives for a Social and Solidarity Economy* » (ISSE) et nul ne pourra considérer qu'il reflète les points de vue de l'AN et de la Commission.

# Table des Matières

Introduction	1
1. Concepts d'ESS dans les différents contextes	3
2. Principales caractéristiques de l'ESS dans les différents contextes	6
2.1. L'Economie Sociale et Solidaire au Royaume-Uni	7
2.2. L'Economie Sociale et Solidaire en Grèce	13
2.3. L'Economie Sociale et Solidaire en France	21
2.4. L'Economie Sociale et Solidaire en Italie	28
2.5. L'Economie Sociale et Solidaire en Espagne	36
3. Propositions pour améliorer la formation dans l'ESS	42
3.1. L'enjeu des compétences	43
3.2. Stratégies méthodologiques	47
3.3. Les besoins en formation de la jeunesse	48
4. Réflexions finales	50

# Introduction

Ce rapport s'inscrit dans le cadre du projet « Community Works! Initiatives for a Social and Solidarity Economy » financé par le Programme Erasmus+ de l'UE. Il met l'accent sur l'Economie Sociale et Solidaire (ci-après abrégée ESS) et s'adresse aux jeunes ainsi qu'aux professionnels et aux formateurs dans le champ de l'ESS.

Ce projet vise à faire passer au premier plan les besoins humains et leur satisfaction en s'engageant pour l'environnement naturel et social, et en encourageant la démocratie, la participation et la solidarité. Il cherche à promouvoir ces valeurs, tout particulièrement auprès des jeunes.

Afin d'atteindre les objectifs susmentionnés, notamment dans le champ de la formation, nous explorons et identifions des critères, des stratégies et des outils qui puissent promouvoir, reconnaître et soutenir l'ESS. Cette enquête fait partie de la première étape qui permettra d'en faire un état des lieux dans cinq contextes différents (Grèce, Royaume-Uni, France, Italie et Espagne).

Disons pour commencer que l'ESS est considérée comme une combinaison de pratiques socio-économiques qui visent une manière éthique et responsable d'agir, et qui se fondent sur des rapports horizontaux entre ses membres. Dans la plupart des pays de l'UE, elle est considérée comme une autre réponse à la crise financière, à la hausse du chômage et aux inégalités sociales.

Cette étude a été conçue pour évaluer l'état actuel de l'ESS dans les 5 contextes évoqués ci-dessus. La recherche a permis d'identifier les principales caractéristiques de l'ESS dans chacun de ces contextes et d'en souligner l'impact sur le plan du développement local, de l'emploi et de la formation. Cette exploration était particulièrement tournée vers les jeunes et leurs besoins

de formation. Enfin, l'étude a pour but de contribuer au développement de l'ESS dans les domaines où elle est menée.

Cette enquête se fonde sur une méthodologie qualitative. La recherche est composée de deux étapes de recueil de données. La première consiste en un examen de la littérature, la seconde en la mise en place de groupes de discussion.

Structuré en trois parties, ce rapport est constitué de toute la matière produite et analysée. Le premier chapitre identifie les aspects partagés et les principaux débats ayant trait aux modèles au sein desquels l'ESS est exprimée. Le second approfondit les principales caractéristiques de l'ESS dans chacun des contextes. Le troisième analyse les compétences requises pour le développement d'une expérience de l'ESS. Enfin, nous développons quelques considérations conclusives qui orientent les prochaines étapes de l'étude.

# I. Concepts d'ESS dans les différents contextes

L'usage de l'expression Economie Sociale et Solidaire exprime tout particulièrement une reconnaissance des liens entre les termes et leur mise en œuvre, ainsi que le besoin de rechercher des synergies et des points d'articulation.

Dans les contextes sur lesquels a porté l'enquête, nous avons identifié des façons différentes d'exprimer ces expériences, ce qui implique différentes manières de tisser des relations socio-économiques.

Voici la définition sur laquelle nous nous sommes accordés pour pouvoir nous inscrire dans un cadre partagé :

« L'ESS est un mouvement social qui vise à promouvoir une économie organisée de concert afin de répondre aux besoins des individus dans leurs multiples dimensions (y compris le souci de l'autre (care) et la participation à la vie sociale) dans un esprit de coopération et de respect mutuel qui prime sur le profit individuel.

Elle est faite d'une grande diversité de pratiques socio-économiques fondées sur une structure de gouvernance coopérative, démocratique, transparente et équitable qui respecte les droits et les intérêts de chacun. Les actes des organisations de l'ESS sont empreints de responsabilité sociale et environnementale, de telle sorte que leurs activités, produits et services comportent un fort engagement social et environnemental. Leurs pratiques sont principalement développées au niveau local avec une perspective globale. En tant que mouvement social, l'ESS met en avant une économie faite avec et pour les gens et, partant, la participation citoyenne et la coopération entre des groupes associés sont essentielles pour susciter ce changement dans les pratiques économiques. Cela requiert un travail conjoint dans trois domaines clés : la création de pratiques économiques alternatives pérennes, la promotion active et l'engagement envers les institutions publiques et la défense des droits économiques existants. »

D'un contexte à l'autre, des écarts se font aussi jour. D'un côté, ces contextes présentent un degré de formalisme différent. Il existe également des expériences qui vise le bien-être de populations vulnérables et qui les aident sur le plan social. Leurs cadres organisationnels incarnent les formes les plus traditionnelles telles que les coopératives, les associations et/ou les mutuelles.

Au Royaume-Uni par exemple, l'action sociale prévaut sur les projets. Comme en France, le pays s'est doté de politiques sociales et de lois qui encouragent et soutiennent l'ESS. Son développement est notamment encouragé en tant qu'alternative à la crise pour celles et ceux qui souhaitent mener des activités économiques. Dans ces deux cas, la synergie avec l'Etat est très importante et, dans le contexte actuel, cela devient un outil d'intervention sociale.

Dans des pays comme l'Espagne, l'Italie et la Grèce cependant, le degré de formalisme et sa configuration présentent un visage plus hétérogène. Bien qu'il existe des expériences plus formelles avec des caractéristiques similaires à celles évoquées plus haut, des expériences ascendantes (« bottom-up ») ont été identifiées ; elles sont à la fois ancrées dans un territoire et plus efficaces pour répondre aux besoins quotidiens. Les membres en sont les bénéficiaires de leurs actions. Un lien fort avec le territoire a aussi été souligné dans ces expériences – et ce tout particulièrement dans le contexte grec, dans lequel les dernières années d'austérité ont créé un terreau fertile pour le développement d'expériences informelles.

Dans le contexte italien, on observe un mélange entre une approche plus formelle des coopératives sociales et d'entreprises sociales pour la recherche d'emploi, ainsi qu'un ensemble plus informel lié aux groupes de consommation éthique. Une configuration hybride est aussi présente dans le cas de l'Espagne.

Pour ce qui est du degré d'engagement politique et d'investissement dans des modèles économiques alternatifs, l'objectif du premier groupe précité, le plus formel, n'est pas une transformation substantielle mais une économie plus humaine qui inclue des valeurs de coopération et d'aide réciproque. Pour le deuxième groupe, le sujet est porteur de changements plus radicaux avec l'émergence d'un choix « post-capitaliste » ou d'une « économie alternative ».

Une autre différence apparaît dans l'identification des expériences formelles et informelles. La notion d'entrepreneuriat social est interrogée parce que ses prolongements actuels sur le marché capitaliste sont davantage influencés par l'autosuffisance au tant que principe directeur.

Partout la tension entre la pérennité des projets dans le cadre du marché capitaliste et la préservation des valeurs est une énorme préoccupation partagée. La question se concentre en particulier sur la manière de soutenir l'équilibre délicat entre, d'une part, les valeurs politiques et sociales, et d'autre part la reconnaissance de l'efficacité et de l'impact économique. D'un côté, une certaine stabilité est reconnue dans les modèles plus formels en termes d'intégration sur le marché traditionnel, ainsi que la capacité à exercer une influence au niveau des politiques publiques. De l'autre, la capacité d'innovation des nouvelles expressions de l'ESS en tant qu'agent de transformation sociale est reconnue. Dans cette optique, il est nécessaire de lancer la discussion à partir de l'articulation et de la mise en réseau comme outils pour renforcer les collectifs.

## **2. Principales caractéristiques de l'ESS dans différents contextes**

Ce chapitre décrit les caractéristiques les plus importantes de chacun des contextes. Elles sont issues de la contribution des équipes de recherche sur chaque territoire à partir d'un recueil de données bibliographiques qui font ressortir les principaux traits de l'ESS en contexte. Chaque section commencera par un résumé des éléments essentiels de l'ESS dans chacun des contextes. Voici les variables identifiées pour chacun d'eux : i) Formes d'organisation et secteurs qui composent l'ESS ; ii) Indicateurs d'impact économique ; iii) Pratiques innovantes menées par l'ESS ; iv) Jeunes (18-30 ans) engagés dans les entreprises de l'ESS ; v) Place des femmes ; vi) Relations avec la communauté et les mouvements sociaux ; vii) Pérennité environnementale au sein de l'ESS ; viii) Formation et ESS ; ix) Participation et intégration dans les réseaux de l'ESS ; x) Relations avec l'Etat et avec les politiques publiques. En de rares occasions seulement, nous n'avons pas pu fournir de données sur certains de ces indicateurs.

## 2.1. L'Economie Sociale et Solidaire au Royaume-Uni

Victor Allen, Charles Lockyer, Jenna Lockyer & Lorraine Lockyer

### Principales caractéristiques et toile de fond historique

Au Royaume-Uni, l'Entreprise Sociale s'inscrit dans une longue histoire. On peut faire en partie remonter sa source à Rochdale où, dans les années 1840, en réaction à l'exploitation et aux conditions iniques qui prévalent dans les usines locales, un groupe de travailleurs crée un statut coopératif pour fournir à la communauté locale une alimentation de qualité. Ce groupe deviendra plus tard la Société Coopérative, toujours active et prospère aujourd'hui (SEUK, 2015; International Cooperative Alliance).

Depuis les années 1990, on assiste à une renaissance des entreprises sociales, d'entreprises nationales à des entreprises communautaires locales en passant par des organisations caritatives qui oeuvrent pour un changement social et/ou environnemental via l'activité économique (SEUK, 2015). L'Entreprise Sociale est devenue une façon bien établie de faire des affaires au Royaume-Uni.

Les entreprises sociales ont acquis le soutien de réseaux nationaux et régionaux. Social Enterprise UK est considéré comme l'organisme national de référence représentant les entreprises de l'économie sociale. Il fournit à la fois information et soutien, organise des prix qui récompensent les entreprises sociales innovantes et mène régulièrement des recherches. Tous les deux ans, une enquête nationale sur l'économie sociale est effectuée dans le cadre des recherches en cours, alimentant et influençant ainsi les politiques locales en matière de gouvernance (SEUK, 2015).

Les autorités locales et nationales font désormais volontiers montre de leur soutien et de leurs encouragements, tout comme elles réduisent la charge bureaucratique pour celles et ceux



qui veulent promouvoir et développer une activité dans le champ de l'économie sociale. La loi de 2012 relative à la valeur sociale des services publics (The Public Services Social Value Act) en est la preuve éclatante. Elle introduit en effet la notion de valeur sociale dans les procédures d'achat et de passation de marchés publics.

### **Les secteurs qui comprennent des expériences dans le champ de l'ESS**

Au Royaume-Uni, l'économie sociale est présente dans tous les secteurs de l'économie, à la fois formelle et informelle. Une enquête de 2013 révèle les principales activités commerciales des entreprises sociales. Les données indiquent une concentration dans le secteur des services - le soutien aux entreprises, la formation et les compétences pour l'emploi représentant ensemble plus de 50% des entreprises.

Elle pointe également que, parmi les entreprises sociales de moins de trois ans, un nombre plus important se lance dans les soins de santé, l'aide sociale et l'éducation. L'action sociale est le facteur prédominant d'une Entreprise Sociale au Royaume-Uni, devant la recherche d'alternatives ou de grandes transformations économiques.

En ce qui concerne le type d'organisation, les entreprises sociales revêtent une pluralité de formes, des entreprises traditionnelles incluant des fins sociales et des principes démocratiques aux sociétés à responsabilité limitée par une garantie, en passant par les organisations caritatives qui disposent d'une branche commerciale. Il existe aussi le statut d'Entreprise d'Intérêt Communautaire (CIC en anglais), spécialement créé pour les entreprises sociales. Il s'agit d'une entreprise réglementée dont les actifs ne peuvent être vendus à titre privé pour un profit personnel (sources : autorité de régulation des CIC ; SEUK & British Council).

### **Indicateurs d'impact économique**

Les estimations gouvernementales font état de 70 000 entreprises sociales au Royaume-Uni qui emploient environ un million de personnes et contribuent à l'économie nationale à hauteur de 24 milliards de livres. 11% d'entre elles ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 000 livres tandis qu'elles sont 8% à dépasser les 5 millions de livres.

En plus des entreprises sociales, l'économie coopérative, forte de ses 13,5 millions de membres, contribue à l'économie à hauteur de 35,6 milliards de livres. On dénombre plus de 6 000 coopératives au Royaume-Uni.

### **Pratiques innovantes**

Les entreprises sociales ont aussi toujours été fers de lance de l'innovation dans le champ de l'environnement, par exemple en matière de gestion et de réduction des déchets. Les fournisseurs communautaires d'énergie et les pratiques locavores constituent autant d'autres idées innovantes. Le tourisme est un autre secteur d'innovation, avec des entreprises communautaires locales considérées comme mieux à même de protéger les ressources locales et de maintenir au sein de la communauté locale les revenus du tourisme (TSRC : 2013).

### **La participation des jeunes (18-30 ans)**

« Les jeunes ont une probabilité plus grande que l'ensemble de la population de vouloir monter une entreprise sociale (27% contre 20%). Ils sont aussi plus enclins à soutenir des causes sociales (70% contre 63% pour la population dans son ensemble) » (source : UNLTD).

Il existe plusieurs grandes organisations qui font la promotion active de l'entrepreneuriat auprès des jeunes, dont Young Enterprise (particulièrement active dans les établissements scolaires) et The Prince's Trust (qui offre des formations et des bourses pour les 18-30 ans). Quoique nombre de ces organisations apportent une formation et un soutien, toutes n'ont pas vocation à promouvoir exclusivement l'entreprise sociale.

### **La perspective du genre**

Des biais liés au genre sont toujours présents dans les entreprises sociales, avec 61% de dirigeants hommes pour 39% de femmes dirigeantes (The People's Business, 2013). Néanmoins, par rapport à d'autres formes d'entreprises, les femmes à la tête d'entreprises sociales sont 20% plus nombreuses qu'ailleurs. On observe la même tendance dans le Tiers Secteur où 41% des



administrateurs d'entreprises sociales sont des femmes, contre 12,5% à la tête des entreprises britanniques de l'indice FTSE100 (Lyon & Humbert, 2013).

### **Relations avec la communauté et les mouvements sociaux**

Les entreprises communautaires sont souvent considérées comme une sous-catégorie d'entreprise sociale. Les communautés ont créé leurs propres magasins, bureaux de poste, fermes, cabinets de conseil, pubs, équipements sportifs et récréatifs ainsi que toute une palette de services d'aide à la personne. Il s'agit d'autant de points de rencontre entre la communauté locale et les entreprises sociales (Locality, 2015).

Ces entreprises dirigées par la communauté sont bien soutenues par les réseaux comme par les autorités locales, à l'instar du Wrexham County Council qui gère « The Social Economy Project » en partenariat avec Liverpool Plus.

### **Pérennité environnementale**

Des politiques environnementales sont présentes dans les organisations et les entreprises sociales au Royaume-Uni, avec une large palette d'engagements pour l'écologie. Les références environnementales sont devenues un gage de qualité essentiel. Il existe toutefois un ensemble d'entreprises que l'on appelle parfois Entreprises Sociales et Environnementales (ESE).

### **Pratiques en matière de formation ou d'éducation**

Pour ce qui est de la formation dans l'ESS, il existe des boîtes à outils conçues pour celles et ceux qui souhaitent monter une entreprise sociale. Ils sont souvent bien connus dans les réseaux des entreprises sociales et des services qui les soutiennent.

On observe aussi une série d'organisations qui proposent des sessions de formations, bien que ces dernières soient orientées avant tout vers les aspects pratiques de la création d'une entreprise sociale. The School for Social Enterprise, organisation qui agit depuis 15 ans, sort du lot. Cette Ecole de l'Entreprise Sociale a commandité un rapport qui s'intéresse à la formation

au Royaume-Uni – rapport qui met en lumière l'évaluation positive de la formation mais qui fait état du manque de ressources et de financements. Le plus grand facteur de difficulté recensé est le manque de temps à consacrer au processus de formation – ce qui explique que des sessions d'un jour ou deux soient actuellement la norme. Néanmoins, les formations sur des durées plus longues sont reconnues pour leur impact social supérieur et 77% des sondés ont exprimé leur intérêt pour des stages de ce type.

Les universités sont elles aussi en train d'intégrer activement des compétences de l'entrepreneuriat social dans leurs cursus et certaines, comme l'Université de Cambridge, proposent un Master *Entreprise sociale et Développement communautaire* (Université de Cambridge, 2008). Ces organisations ne représentent qu'une petite partie des offres de formations disponibles. L'Université de Coventry est un exemple de la manière dont certaines universités embrassent l'Economie de l'Entreprise Sociale. Elle a ainsi créé une Entreprise d'Intérêt Communautaire dont l'objectif est de « porter haut la capacité de tous les étudiants, personnels et anciens élèves de l'Université de Coventry à œuvrer dans une entreprise sociale.»

### **La participation aux réseaux**

*Social Enterprise UK*, évoqué plus haut, est l'Organisme National pour l'Entreprise Sociale au Royaume-Uni. En outre, il existe d'autres réseaux qui répondent à des besoins spécifiques : i) Locality, spécifiquement dédié aux entreprises communautaires ; ii) *Co-operatives UK*, organisme commercial national pour les entreprises coopératives. Il existe aussi des spots locaux qui font le lien entre les entreprises et les réseaux locaux en proposant un soutien, ainsi que des entreprises qui créent elles-mêmes des réseaux.

### **Cadre légal et relations avec les politiques publiques**

Le gouvernement fait volontiers la promotion de l'entreprise sociale et apporte conseils et soutien aux entreprises, que ce soit à l'échelle locale ou nationale. Un nombre croissant de conseils municipaux apprécie à leur juste valeur les communautés qui s'organisent par elles-mêmes. Ils reconnaissent également le travail effectué par les organisations d'aide dont les biens et les services fournis combinent les lacunes laissées par les coupes claires des collectivités locales. La loi de 2012 sur la valeur sociale des services publics était une réponse aux voix qui



s'élevaient au sein des communautés locales pour que la valeur sociale prime sur la valeur financière. Les entreprises sociales se sont montrées actives pour relayer cette demande à tous les niveaux de décision (SEUK : 2015).

On observe chez les entreprises sociales établies de longue date une certaine stagnation. Elles se sont embourbées dans la propriété des actifs et des ressources et peinent à saisir la valeur intrinsèque de la redistribution et des modes de vie collaboratifs dont se nourrit pour s'épanouir une économie dont le social est la locomotive. Cependant, de nouvelles entreprises sociales se développent et montrent la marche à suivre.

## 2.2. L'Economie Sociale et Solidaire en Grèce

Stamatis Vlachos

### Principales caractéristiques et toile de fond historique

On observe depuis 2009 une explosion des réseaux citoyens informels et des mouvements de base qui façonnent une économie « alternative » ou « parallèle » en Grèce. Dans de multiples villes du pays, des rassemblements informels de citoyens se sont mués en mouvements sociaux locaux qui cherchent à apporter des solutions ou une nouvelle façon de penser afin de structurer un nouvel avenir pour la Grèce.

Cette nouvelle économie voit progresser sa popularité au sein de la société grecque à mesure qu'elle essaime à travers le pays. Elle a pour but de modifier la pensée en vigueur et d'apporter un soutien aux personnes en difficulté afin d'améliorer la vie au sein de la communauté. Il s'agit aussi de promouvoir une participation juste et équitable ainsi que la répartition des biens et des services et la préservation des ressources et des atouts des communautés locales.

Des mouvements et réseaux partis du terrain peuvent offrir des alternatives et proposer une manière de rompre le cycle de la crise. L'existence et la croissance de tels réseaux en Grèce pourraient contribuer au développement de nouveaux modèles économiques qui agissent en plus du système principal. La redéfinition de certaines valeurs et la transformation progressive des modes de vie est une autre tendance à l'œuvre. L'existence d'un grand nombre de réseaux ayant pour but de transformer le mode de pensée actuel et l'adoption de nouvelles valeurs se fraie un chemin, comme autant de solutions à l'échec du système social et politique grec.

## **Les secteurs qui comprennent des expériences dans le champ de l'ESS**

La loi 4019/2011 sur « L'Economie sociale, l'Entrepreneuriat social et autres dispositions » établit et réglemente une catégorie baptisée « Entreprise Coopérative Sociale » (Koin.S.Ep.), elle-même subdivisée en trois sous-catégories distinctes : a) Entreprises Coopératives Sociales d'Intégration (entreprises actives dans l'intégration de populations vulnérables à la vie économique et sociale) ; b) Entreprises Coopératives Sociales d'Aide aux personnes (entreprises dont l'objet est d'apporter et de fournir des biens et des services sociaux et de bien-être à des catégories spécifiques de personnes) ; c) Entreprises Coopératives Sociales à But Collectif et de Production (en référence à la production de biens et à l'apport de services permettant de satisfaire aux besoins collectifs).

Un large éventail d'activités est identifié au sein du champ formel de l'ESS en Grèce. Au terme d'un processus descendant, des coopératives sociales prennent corps de manière légale. Ces organisations adoptent cette forme juridique et agissent principalement dans les domaines suivants : tourisme, environnement, agriculture – parmi d'autres services, leurs champs d'activité étant la restauration, le nettoyage, le recyclage, la commercialisation de produits locaux et de petits cadeaux, les services aux personnes porteuses d'un handicap, la production agricole (l'apiculture, par exemple), etc.

Dans le champ informel, certaines expériences sortent du lot : i) Réseaux d'échanges et de monnaies virtuelles ; ii) Réseaux de réduction des coûts, sans intermédiaires ; iii) Cantines sociales (ciblant une population vulnérable) ; iv) Cliniques et pharmacies sociales (crées par des médecins, des infirmiers et des pharmaciens qui apportent leur aide bénévolement et gratuitement) ; v) Réseaux éducatifs à caractère social ; vi) Action sociale / culturelle ; vii) Autogestion & et réseaux autocontrôlés ; viii) Réseaux pour la transformation (qui réunissent des citoyens lambda, des scientifiques, des universitaires, des entrepreneurs, des étudiants, des artistes et, en général, des esprits créatifs et innovants qui aspirent à construire une nouvelle Grèce).

## **Indicateurs d'impact économique**

D'après les statistiques disponibles, la contribution de l'ESS conserve un niveau très bas par rapport à celui d'autres pays européens. Plus précisément, la Grèce a le pourcentage le plus

faible de tous les pays membres de l'UE. L'emploi dans le champ de l'ESS ne représente en effet que 1,8% de l'emploi total et 2,9% de l'emploi salarié. Le pays compte quelque 8 400 coopératives pour environ 950 000 membres, 1 500 à 2 000 bénévoles dont seuls 200 à 300 réellement actifs, dont 115 à 200 sont engagés dans le champ de l'environnement et de l'éologie.

### Pratiques innovantes

Les éléments les plus innovants présents dans le secteur formel et caractérisant les coopératives sous le statut KoiSPE résident dans la conciliation des objectifs économiques et sociaux. Elles augmentent aussi la mobilisation des acteurs locaux et de la communauté locale, exploitent le potentiel du développement de capital social à l'échelon local et contribuent à l'économie locale à travers la production et la mise à disposition de produits locaux.

Quant au secteur informel de l'ESS, on y trouve une myriade de pratiques innovantes réparties suivant les catégories ci-dessus. Voici quelques exemples qui illustrent leurs contributions :

- i) **Réseaux d'échanges et de monnaies virtuelles** : réseaux d'échange qui s'efforcent de surmonter les limites imposées par les mesures officielles à travers la création d'une monnaie locale ou de banques de temps. Ces réseaux incitent à la solidarité tout en renforçant des valeurs anticonsuméristes.
- ii) **Réseaux de commercialisation sans intermédiaires** : réseaux d'achats groupés qui travaillent en lien direct avec les consommateurs et les producteurs.
- iii) **Cantines sociales** : Parties de l'idée d'une cuisine collective, ces expériences créent des espaces de soutien mutuel et communautaire.
- iv) **Cliniques sociales** : Réseaux de professionnels de santé auto-organisés qui soignent gratuitement les plus défavorisés. Ils sont particulièrement tournés vers les soins de santé primaire. Ils font aussi pression sur le gouvernement pour améliorer la prise en charge des soins à tous les niveaux.
- v) **Réseaux éducatifs** : Ils sont très répandus en Grèce, particulièrement dans l'enseignement secondaire (pré-universitaire) et offrent un tutorat ainsi que des cours supplémentaires de soutien scolaire. Des réseaux d'enseignants ont été structurés pour

apporter cette aide gratuitement, la crise ayant rendu plus difficile l'accès à ces services privés. Ces réseaux ont été tissés pour permettre l'échange de savoirs et de contenus. Il s'agit d'un outil pour assurer l'égalité des chances entre les élèves.

vi) **Réseaux d'action culturelle** : des gens du monde de l'art et de la culture se sont réunis pour offrir et partager leur art de manière accessible, et ce à travers différents projets.

vii) **Réseaux autogérés** : groupes de personnes qui se sont organisées elles-mêmes autour d'intérêts et de besoins partagés ; ils tentent de promouvoir d'autres manières de gérer sa propre vie.

viii) **Réseaux pour le changement** : ce sont des réseaux citoyens qui visent à transformer les conditions de vie du peuple grec – des mouvements de terrain qui cherchent à construire des modes de vie alternatifs.

### **La participation des jeunes**

L'examen de la littérature n'a pas donné d'information précise au sujet de la participation des jeunes dans les entreprises de l'ESS.

### **La perspective du genre**

Il existe à ce jour plus de 90 coopératives de femmes en Grèce. L'examen de la littérature indique qu'il en existe plusieurs types : la coopérative typique (qui produit des biens traditionnels et dépend des programmes européens pour sa croissance), la créative (qui met l'accent sur la commercialisation de produits culturels), la passive (qui campe sur la situation actuelle sans chercher d'évolution) et la coopérative conservatrice (qui produit des biens traditionnels et loue des chambres).

L'établissement de coopératives de femmes dans l'agrotourisme et la première phase de leur développement ont été fortement soutenus par le Secrétariat Général à l'Egalité Hommes-Femmes, à la fois à travers des subventions et par des formations systématiques apportant des savoirs-faire. Les coopératives de femmes qui fonctionnent aujourd'hui se situent principalement dans le champ de la fabrication industrielle et artisanale de biens dérivés de la

transformation de produits agricoles et/ou d'objets artisanaux du patrimoine culturel grec, ainsi que des produits de fermes biologiques.

Il n'existe pas de données officielles sur les revenus tirés du tourisme rural en Grèce et il est difficile d'obtenir des renseignements auprès des propriétaires. D'après les études existantes que nous avons consultées, le tourisme rural en Grèce est un tourisme à petite échelle développé par des entreprises coopératives et lié à des activités comme l'hébergement, la restauration, l'accueil en tables d'hôtes, les activités de plein air, les circuits d'intérêt écotouristique et culturel, les loisirs, les ateliers d'arts populaires traditionnels, etc. Les conclusions de diverses recherches sur le profil démographique des femmes rurales grecques confirment qu'il s'agit d'un type d'entrepreneuriat constituant en fait une source alternative d'emploi essentielle pour des femmes entre deux âges (la majorité des membres de ces coopératives ont entre 35 et 54 ans). Des femmes mariées au faible niveau scolaire semblent avoir trouvé dans les coopératives un moyen d'accéder à une reconnaissance professionnelle. Gardons à l'esprit que le tourisme rural en Grèce est un marché complémentaire de niche qui offre ainsi apparemment de faibles revenus à celles qui s'y engagent.

### **Relations avec la communauté et les mouvements sociaux**

A l'échelle locale, l'ESS joue un rôle significatif dans le développement de l'économie. Elle peut ainsi réduire les frais de transaction de telle sorte qu'il y ait compréhension mutuelle en lieu et place de contrats formalisés. Le rôle des entreprises sociales qui gèrent des espaces de travail et dispensent aux travailleurs indépendants formations et conseils est un bon exemple de la façon dont les trois secteurs travaillent ensemble et construisent du capital social local au bénéfice de la communauté. De même, il est remarquable de voir à quel point le travail dans lequel les entreprises sociales sont impliquées repose sur la confiance : garde d'enfants, aide à domicile, sécurité des bâtiments, etc. La qualité de ce travail est aussi améliorée par la connaissance du terrain et par un sentiment d'appartenance à la communauté : des gens d'ici qui travaillent ici. Les exemples de relations entre l'ESS et la communauté ne sont pas seulement très nombreux. Elles sont aussi si intrinsèquement liées qu'elles sont presque indissociables, notamment lorsqu'elles sont issues de processus ascendants (« bottom-up »).

## **Pérennité environnementale**

Bien qu'il y ait un grand nombre d'organisations actives dans ce domaine, le cas de l'agrotourisme revient souvent en tant que champ qui comprend un large éventail d'activités, à la fois dans le secteur formel et dans le secteur informel de l'ESS. L'agrotourisme s'est développé dans l'UE et en Grèce comme une forme de tourisme en milieu rural et comprend un ensemble d'activités, de services et d'opportunités culturelles ou de loisirs. Ces dernières sont proposées par les agriculteurs et plus généralement par les habitants des régions rurales, leurs but étant d'y attirer les touristes afin d'augmenter leurs propres revenus. L'objectif de l'agrotourisme - tel qu'il est défini par la politique agricole communautaire et grecque – est de contribuer à une inversion du sentiment d'abandon qui s'insinue en milieu rural, notamment du fait de l'érosion de l'agriculture, et de créer les conditions favorables au développement de nouvelles activités d'entrepreneuriat. A travers la mobilisation des ressources locales (humaines, naturelles, financières), on tente ainsi d'enclencher un mécanisme de développement local par un processus de planification totale. On projette à cette fin un tourisme équilibré qui respecte les communautés et qui leur bénéficie, tout en restaurant la communication interpersonnelle entre les visiteurs et les habitants et en oeuvrant pour la protection de l'environnement.

## **Formation ou pratiques éducatives**

L'accent est placé sur les programmes de formation promus par l'UE pour le développement de l'agrotourisme. Après 1998, de nombreux projets et initiatives de l'Europe ont aidé les femmes grecques dans leurs activités (NOW, EQUAL, LEADER) qui, après l'an 2000, ont connu une croissance particulière. Il n'est pas surprenant que les formations aient été adoptées en réponse au besoin impérieux de soutien à la viabilité et à l'efficacité des coopératives. Ces programmes constituent le principal mécanisme de soutien et la première source de financement en subventionnant la création de coopératives de femmes ainsi que la formation et d'autres activités. Le programme de formation à l'entrepreneuriat faisait partie d'un cadre d'intervention plus large. Cet effort a été complété par des incitations financières axées sur l'aide aux femmes de milieu rural afin qu'elles se lancent dans l'entrepreneuriat et trouvent une identité professionnelle.

Au niveau universitaire, il existe des modules d'enseignement sur l'entrepreneuriat social dans plusieurs universités, dont l'Université Panteion, l'Université Harokopeio, l'Université Agricole d'Athènes, l'Université Nationale d'Athènes (formation professionnelle), la Faculté des Sciences Economiques et de l'Entreprise d'Athènes et le Département d'Administration Sociale de l'Université Démocrite de Thrace.

En outre, ASHOKA met en avant l'entrepreneuriat social en présentant des modèles d'entreprise sociale pouvant être dupliqués ou adaptés au contexte grec.

### **La participation aux réseaux**

Dans ce contexte, certains types d'initiatives ont vu le jour en Grèce ces dernières années : l'Observatoire de l'Economie Sociale (EKKE) est mis sur pied en 2012. Il vise à devenir une banque de données de recherche, de documentation et de soutien pour l'entrepreneuriat social mais en est encore à ses balbutiements. Impact Hub, à Athènes, propose un espace de co-working et des services de soutien aux jeunes entreprises sociales.

En de nombreuses occasions, des entreprises sociales de types différents ont uni leurs efforts et obtenu le soutien de divers programmes (en accompagnant par exemple des Services de Soutien) avec appui technique et bourses (à l'instar des programmes d'auto-entreprise de Manpower Employment Organization - OAED, EOMMEX, programmes d'entrepreneuriat, programmes inscrits dans le cadre de LEADER ou Programmes Intégrés pour le Développement Rural). Dans bon nombre de cas, ces organisations adaptent les services qu'elles offrent aux besoins spécifiques des initiatives d'entrepreneuriat à but social.

### **Cadre légal et relations avec les politiques publiques**

La loi 4019/2011 sur l'Economie Sociale et l'Entrepreneuriat Social apporte désormais une reconnaissance institutionnelle à l'Economie Sociale en Grèce. C'est la première fois. L'introduction de nouvelles formes d'entrepreneuriat social comme l'Entreprise Sociale Coopérative enrichit les formes d'organisation disponibles pour s'exprimer économiquement. Avec cette loi 4019/2011, la Grèce dispose à présent d'une palette intégrée de coopératives capables potentiellement de matérialiser des visions de l'Economie Sociale qui ne soient pas

seulement conventionnelles. Pour la première fois, ce texte introduit le concept d'Economie Sociale et acte ainsi officiellement sa présence – quoique avec un champ d'application limité et non articulé avec le cadre institutionnel, les processus de définition des priorités et les modèles de financement existants. La création du concept d'Entreprise Coopérative Sociale devrait être considérée comme un grand pas vers l'institutionnalisation de l'Economie Sociale en Grèce, et ce bien qu'elle souffre encore de gros défauts (Nasioulas, 2011).

## 2.3. L'Economie Sociale et Solidaire en France

Sylvain Abrial, Mireille Mourier & Sylvie D'Arras

### Principales caractéristiques et toile de fond historique

Face à une crise économique, sociale et environnementale qui n'en finit pas, le dualisme « économie de marché » / « économie d'état » ne suffit plus pour imaginer et mettre en œuvre de nouvelles formes « d'entrepreneuriat » qui réhabilitent la société civile et l'engagement citoyen dans sa capacité à penser et agir le développement des territoires dans toutes ses réalités : économique, sociale, environnementale et de gouvernance démocratique.

Cette voie n'a rien, ni de complètement révolutionnaire, ni de complètement utopique. Elle est mise en œuvre au quotidien depuis des décennies par les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire constituée de milliers d'initiatives très diverses dans leurs réalités. Comme le dit si bien Claude Alphandéry du Labo ESS : « l'Economie Sociale et Solidaire » et/ou « l'entrepreneuriat social » se fonde sur des caractéristiques essentielles : un projet économique au service de l'utilité sociale, au service de l'homme, des hommes et de leur humanité, des valeurs éthiques, un fonctionnement démocratique et une dynamique de développement endogène fondé sur l'ancre territorial ».

Ces initiatives, quelque soit le statut avec lequel elles développent leurs projets à la fois économique et social voire environnemental, ouvrent de nouvelles voies. Elles cherchent toutes à produire, consommer et décider autrement, et à développer des projets économiques plus respectueux des personnes, de l'environnement et des territoires. Bernard Maris, économiste à Charlie Hebdo, pourrait nous dire, s'il était encore parmi nous, que l'ESS cherche à créer de la valeur sans détourner la monnaie (l'argent) de sa fonction essentielle qui consiste à faciliter les échanges économiques entre les hommes.

La loi sur l'Economie Sociale et Solidaire votée par le parlement Français en juillet 2014 veut reconnaître un modèle économique qui réconcilie « performance » et « justice sociale ». Cette force, à la fois économique et sociale, représente en France, 215 000 employeurs et 2,3 millions de salariés, soit plus de 10 % de l'emploi et génère 5% (90 milliards d'euros) de valeur ajoutée. (Insee, novembre 2014). Toutefois, ces indicateurs sont économiques et ne prennent pas en compte le bénévolat.

### **Les secteurs qui comprennent des expériences dans le champ de l'ESS**

Historiquement, l'ESS, issue du double courant de l'économie sociale d'une part et de l'économie solidaire de l'autre c'est fortement développée, entre autre, dans l'ensemble des secteurs sanitaires, sociaux, médico-sociaux, éducatifs, sociaux éducatifs, socio-culturels et récréatifs et plus globalement dans le champ de la protection et du soutien aux populations « vulnérables ». Aujourd'hui, fort d'un nouveau cadre législatif et de la prégnance d'un chômage de masse destructeur tant pour les individus que pour la cohésion sociale, les acteurs de l'ESS souhaitent potentiellement s'engager dans l'ensemble des secteurs de production de bien et de service du secteur marchand sur une logique « produire, consommer et se répartir la richesse autrement ».

L'histoire de l'ESS s'est construite en France en grande partie en réaction aux excès du capitalisme industriel du début du XIX ème siècle et autour de 4 formes essentielles d'organisation :

- Les coopératives : 23.000 établissements employant 580.000 salariés pour un C.A de 61 Milliards hors les 80 coopératives de commerçants type Leclerc,
- Les mutuelles : 1.700 établissements employant 110.000 salariés pour un C.A de 33 Milliards,
- Les associations : 1,3 million d'établissements employant 1,8 millions de salariés pour un C.A estimé à 70 Milliards,
- Les fondations : 3.200 fondations employant 65.000 salariés pour 17 Milliards d'actif

Finalement au global, les entreprises de l'ESS, tous statuts confondus, représentent 4,8% des établissements français, 10,7% des emplois et 9,1 % de la valeur ajoutée au sens du PIB.

Toutefois, les « errances » à la fois démocratiques mais aussi éthiques, voire économiques de certaines entreprises de l'ESS ont peu à peu amenées le slogan repris par un nombre non négligeable d'acteurs de l'ESS : « Statut de vaut pas Vertu ! ». Ceci pour dire que si les statuts juridiques propres au secteur de l'ESS peuvent représenter de véritables garde-fous aux risques de dérives, ils ne garantissent finalement en rien que les valeurs propres à ce champ ne soient pas oubliées voire bafouées.

Sous la pression, à la fois de certains acteurs de l'ESS qui revendentiquent davantage une logique de « pratique exemplaire » plus tôt que de « conformité aux statuts » et par nécessité de se retrouver avec les autres pays européens sur des pratiques et un vocabulaire partagé, un nouveau vocable voit le jour : « l'entrepreneuriat social ». Ce concept consacre le fait que toute entreprise, quelles soient son statut puissent se prévaloir de ce champ particulier de l'économie, pour peu qu'elle respecte les principes éthiques fondamentaux de l'ESS. Dans le cadre de la loi ESS du 31 juillet 2014, compétence serait donnée aux services de l'Etat pour agréer ces entreprises au titre d'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire.

### **Indicateurs d'impact économique**

En 2013, les quatre familles de l'économie sociale - coopératives, mutuelles, associations et fondations - emploient 2,3 millions de salariés et versent 60 milliards d'euros de rémunération. Elles génèrent 90 milliards d'euros de valeur ajoutée, provenant en majorité d'activités marchandes prêtant à l'économie sociale un poids dans le PIB égale ou supérieur à 10 %.

Le poids de l'économie sociale tournerait plutôt autour de 6 % à 7 %, cet ensemble étant divisé en deux parts sensiblement égales entre associations et fondations d'une part, coopératives et mutuelles d'autre part.

Dans ces conditions, différents mouvements se développent pour réclamer de nouveaux indicateurs à un niveau macroéconomique. Dans le premier cas, l'idée est de mieux estimer les effets de l'évolution de l'activité économique, en prenant en compte les prélèvements qu'elle impose sur les ressources, et d'apprécier, derrière la quantification des richesses monétaires, l'évolution du bien-être et de la santé sociale et environnementale. L'enjeu est de prendre en compte d'une part les coûts de la croissance, et d'autre part d'apprécier l'apport de toutes les initiatives qui contribuent à la richesse.

## Pratiques innovantes (quelques exemples)

### *Innovation dans l'entreprenariat*

Oxalis est l'une des coopératives pionnières en France, rassemblant plus de 150 entrepreneurs-salariés-associés. C'est l'un des exemples de coopératives, qui, avec d'autres, a créé une nouvelle forme d'accompagnement à l'entreprenariat, au travers d'un système collectif pour mutualiser la prise de risques et d'un système structuré de prise de décision partagée. Ces grandes coopératives coopèrent aussi au sein de plus grands réseaux (par ex. la Manufacture coopérative)

### *Innovation in local cooperation*

Une nouvelle manière de travailler ensemble se développent en France : Les tiers-lieux. Espaces de coworking, accueillant plusieurs activités, mutualisant des ressources, des espaces et du temps afin de faciliter la coopération entre entrepreneurs d'organisations de l'ESS. Ces endroits sont parfois définis comme « lieux de rencontres improbables, avec des personnes improbables mais à proximité de chez soi »

## La participation des jeunes (18-30)

Plus de 435 000 jeunes travaillent dans une structure de l'ESS, en très grande majorité dans les associations de l'Action Sociale, de la Banque et de l'assurance, de l'Enseignement. Ils représentent aussi les forces vives de plusieurs secteurs comme les Sports et Loisirs et la Santé. Une acculturation aux valeurs et pratiques de l'ESS est recherchée par les employeurs. Celle-ci peut être « mesurée » par les employeurs de différentes manières : expérience bénévole, stage découverte ou longue durée, montage de projet étudiant...

Quelle que soit la nature de l'expérience, il est important de la traduire en termes de compétences. De fait, lors du recrutement d'un jeune salarié, les premiers éléments que les recruteurs prennent en considération sont la motivation et les compétences. Pris séparément, ces critères de recrutement ne distingue pas forcément l'ESS par rapport au reste de l'économie. Cependant, quand les employeurs expliquent pourquoi ces critères sont importants, alors les contours de l'ESS se dessinent plus clairement : autonomie sur un projet et capacité d'initiatives, gouvernance particulière des structures...

Une autre étude se réfère à la perception des jeunes sur l'emploi dans l'ESS – Avise 2014

*Parmi les attentes des jeunes liées à l'emploi, trois critères ressortent :*

- Avoir un emploi stable
- Faire quelque chose d'utile pour la société
- Etre autonome financièrement

Par ailleurs, 89,3% des jeunes interrogés pensent que travailler dans l'ESS permet de « se sentir utile pour la société » (contre 56,3% dans le secteur public et 24% dans le privé marchand). En outre, ils décrivent des conditions de travail « humaines », « moins hiérarchisées », et avec une certaine « polyvalence ». Les jeunes interrogés soulignent également leur implication dans les structures de l'ESS, saluant une gouvernance démocratique. Enfin, 85,1% des jeunes travaillant dans l'ESS se disent satisfaits de leur emploi, davantage que ceux du public ou du privé marchand (73,2%).

*En terme de freins, l'étude révèle une méconnaissance de l'ESS, notamment chez les moins diplômés. Par ailleurs, l'ESS est perçue comme un secteur moins stable, qui permet moins de bien gagner sa vie (en comparaison avec le public et surtout le privé marchand).*

Dans la même idée, seuls 42,3% des jeunes pensent que l'ESS « permet d'évoluer professionnellement » contre 76,2% dans le secteur privé marchand.

Cependant, on constate que les jeunes sont « ouverts » à l'ESS malgré le manque d'informations

### **La perspective du genre**

Plus de 67% des salariés sont des femmes bien plus que dans le secteur public (60%) ou le reste de l'économie privée (40%). La présence des femmes dans l'ESS est significativement liée au positionnement de l'ESS sur des secteurs d'activité traditionnellement féminisés (enseignement, action sociale, santé, finances). Cependant, ces femmes accèdent moins que les hommes à des postes à fortes responsabilités et occupent plus d'emplois à temps partiel. Il est à noter que les inégalités salariales sont moins fortes dans l'ESS que dans le reste de l'économie, les écarts de rémunération entre hommes et femmes à poste et conditions d'emploi équivalents étant plus faibles dans l'ESS (8%) que dans le reste du privé (13%). Ils se creusent cependant de manière importante au sein des coopératives (15%) et des mutuelles (25%), alors qu'ils ont tendance à être plus réduits dans les associations (6%).

## **Formation ou pratiques éducatives (Quelques exemples au niveau local)**

### *Pratique d'accompagnement des porteurs d'initiatives : CREFAD*

- L'individu est au cœur l'expression de l'idée, de l'origine de cette idée, des finalités et valeurs ;
- L'orientation du porteur de projet se fait donc à partir de cette présentation fine : vers une coopérative (projet collectif), vers une coopérative d'emploi (projet individuel), la création d'une association : promotion et explicitation de la forme juridique la plus adaptée à la posture du porteur de projet ;
- Le sur-mesure prime sur les process et implique de la part du porteur de projet de la créativité et de l'engagement.

### *Licence professionnelle Coordonnateur de projets d'ESS et diplôme d'université d'Economie sociale et solidaire pour un développement durable :*

- La pluri-disciplinarité des enseignements : regards croisés et approche critique des politiques publiques et des dispositifs
- Mixité des formateurs : enseignants-chercheurs, professionnels et étudiants de la formation (à partir de leur parcours professionnels)
- Evaluation de la formation et ajustement de la formation à partir d'un conseil de perfectionnement (formateurs et représentants des étudiants)
- Mise en œuvre d'un projet tutoré qui vise l'auto-formation et une production collective centrée non pas sur le projet mais sur comment on travaille en équipe, les modalités de co-construction, de la prise de parole à l'écoute, les compromis, les modalités de prises de décision...

### *Formation des services civiques (exemple de l'association AFEV)*

Le cœur de la pratique éducative est l'éducation par les pairs : proposer à des jeunes un cadre d'engagement qui leur permet d'être acteur/auteur d'un projet dans la cité. Les compétences liées à cette découverte et apprentissage sera transmis à d'autres jeunes. L'empowerment est aussi au cœur de cette pratique éducative, le jeune accroît ses habilités par l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle. La notion de participation, d'engagement mais aussi de sentiment de compétence personnelle, de motivation à l'action sociale et citoyenne sont aussi des leviers.

### **La participation aux réseaux**

En France, les réseaux peuvent être identifiés essentiellement au niveau local et dans les secteurs propres à l'ESS. Quelques exemples:

- Les Entreprises coopératives (SCOP) sont organisés en réseau national (CGSCOP) et régional (URSCOP)
- Les grandes associations d'éducation populaire sont organisées en réseaux de lobby, national et régional (CNAJEP et CRAJEP)
- Les Mutuelles sont organisées en mouvement national, avec des antennes locales « La Mutualité Française », qui rassemble 600 mutuelles
- A Saint-Etienne et en Région Rhône-Alpes, de nombreux acteurs de l'ESS sont inscrits sur la plateforme numérique régionale « Rhône-Alpes solidaire »
- La CRESS (Chambre Régionale de l'ESS est une association représentant les mouvements et syndicats d'employeurs dans l'ESS (associations, coopératives, mutuelles)
- Au niveau européen, plusieurs organisations de l'ESS sont membres du réseau RIPESS.

### **Cadre légal et relations avec les politiques publiques**

Loi Hamon votée au Parlement le 31 juillet 2014. L'ambition affichée par le Gouvernement consiste à "encourager un changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire dans tous ses aspects, afin de construire avec les entreprises de l'économie sociale et solidaire une stratégie de croissance plus robuste, plus riche en emplois, plus durable et plus juste socialement." Imposant document d'une centaine d'articles, le projet de loi se décompose en neuf titres.

#### *Les objectifs de la loi :*

- Reconnaître l'ESS comme un mode d'entreprendre spécifique
- Consolider le réseau, la gouvernance et les outils de financement des acteurs de l'ESS
- Renforcer les politiques de développement local durable
- Redonner du pouvoir d'agir aux salariés
- Provoquer un choc coopératif

## 2.4. L'Economia Sociale e Solidale in Italia

Michelangelo Belletti & Matteo Miglio

### Principales caractéristiques et toile de fond historique

C'est la reconnaissance de la coopération et du mutualisme par la Constitution de 1946 qui donne le coup d'envoi au processus d'ESS en Italie.

Au cours des vingt dernières années, l'Italie assiste au développement de nombreuses pratiques d'ESS. Plus de 6,5 millions de citoyens italiens s'engagent bénévolement dans différents domaines, et ils sont plus de 12 millions à être membres d'une coopérative.

Cette solidarité économique a constitué une sorte de révolution lente survenue comme une réaction spontanée à plusieurs coups de massue qui ont choqué et affecté les Italiens : l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986, qui les a amenés à réfléchir à la qualité de l'environnement et de l'alimentation, en plus des scandales de corruption qui, impliquant une part importante de parlementaires, ont accentué la défiance envers la démocratie représentative ; et la faillite de l'entreprise Parmalat en 2003, qui s'est avérée être une véritable fraude contre des milliers de petits actionnaires – fraude menée avec la complicité de certains poids lourds du secteur bancaire.

Les gens ont alors commencé à développer leurs propres systèmes de commerce, de crédit, d'assurance, d'alimentation. Certains maires de petites villes et de villes moyennes ainsi que des entrepreneurs, petits et moyens, qui mesuraient la valeur de la responsabilité et de la pérennité, ont progressivement rejoint le mouvement.

En 1994 naît le premier MAG (Mutua Autogestione), d'abord et avant tout comme un partenariat entre des gens, fondé sur une relation de confiance avec les actionnaires et les organisations financées. Il se charge de recueillir l'argent des actionnaires sous la forme de capitaux afin de financer des initiatives économiques en les dotant d'opportunités pour

des fonds pérennes, éthiques et autogérés, et en leur proposant des prêts à faible taux d'intérêt. Les GAS (Groupes d'Achat Solidaire) font aussi partie des expériences pionnières nées à Fidenza.

La loi 155/2006 de 2006 introduit une définition de l'entreprise sociale dans le système juridique italien. L'entreprise sociale n'est ni une nouvelle forme légale, ni un nouveau type d'organisation mais une catégorie juridique dans laquelle toutes les organisations éligibles peuvent être incluses, quelle que soit leur structure interne.

### **Les secteurs qui comprennent des expériences dans le champ de l'ESS**

La plupart des expériences observées peuvent être classées en trois types d'organisations :

**Les coopératives sociales** : elles sont de deux catégories dites « a » et « b ». Les coopératives sociales « a » offrent à des individus et à des communautés un grand nombre de services sociaux, éducatifs et sanitaires. Les « b » sont des entreprises présentes dans tous les secteurs économiques mais avec un objectif particulier : donner aux personnes défavorisées membres de l'entreprise une opportunité d'emploi.

**Les associations**, notamment celles qui oeuvrent pour la promotion sociale et le bénévolat. La différence réside dans les personnes qu'elles emploient : dans le premier cas les membres peuvent être employés par l'association (dans certaines limites) tandis que, dans l'autre, ils doivent apporter leurs services de façon entièrement bénévole et gratuite.

**Les groupes informels** : on compte de nombreuses expériences informelles, à l'instar des premières « banques de temps », de groupes qui aident les personnes victimes d'exclusion ou encore des premières formes de GAS. En général, tous ces statuts informels sont rapidement transformés en structures formalisées ou amenés à disparaître.

Cet entrepreneuriat s'exerce le plus souvent dans les secteurs suivants :

**Logement** : dans ce secteur, deux types différents d'entreprise coopérative sont concernés : les coopératives sociales (plus engagées dans la recherche d'une solution de logement pour des personnes défavorisées qui ne peuvent rejoindre la coopérative) et les coopératives de logement (qui fournissent traditionnellement une solution de logement à leurs membres, plutôt issus des classes moyennes).

**Habillement et alimentation :** la plus importante est la Fondazione Banco Alimentare qui organise des collectes alimentaires auprès des citoyens à l'occasion de grandes campagnes – les denrées sont ensuite données à des personnes pauvres et défavorisées. Il existe également la Fondazione Banco Farmaceutico qui collecte des médicaments pour les plus pauvres ainsi que d'autres organisations qui récupèrent de vieux vêtements qu'elles revendent afin d'avoir de l'argent à redistribuer aux plus nécessiteux.

**Culture :** nombre de petits musées sont gérés par des coopératives.

**Soin et éducation :** les principales organisations de ce champ sont des coopératives sociales et des associations de bénévoles.

**Loisirs :** les associations de sport amateur regroupées sous la houlette de grandes fédérations nationales (UISP, AICS, CSI, PGS...) sont essentielles. Certaines activités culturelles sur les temps de loisirs sont gérées par des associations et des coopératives grâce à des accords ainsi qu'au soutien financier des organismes publics locaux.

**Finance :** la finance éthique jouit en Italie d'une longue tradition, des BCC (Banques Coopératives de Crédit) aux MAG (coopératives financières qui collectent des fonds des communautés pour financer directement le tiers secteur) en passant par Banca Etica.

**Insertion par le travail des personnes défavorisées:** c'est un défi que relèvent les coopératives sociales (de type « b ») en offrant à ces personnes des opportunités d'emploi (au moins 30%).

### Indicateurs d'impact économique

Estimé à des millions d'euros, cet impact comprend la contribution des coopératives (au nombre de 107 849), des coopératives sociales (11 157) et à but non lucratif (53 783) ainsi que des entreprises dont le propriétaire est une coopérative (25 043). Les principales ressources des entreprises sociales proviennent d'institutions publiques (36,2%), de la vente de biens et de services (23,2%) et des contributions des membres et des donateurs (25,6%).

Quelques observations quant à l'utilisation des ressources dans les entreprises sociales : i) on accorde plus d'importance aux salaires du personnel dans les organisations ayant des objectifs de production (35% en moyenne, contre 61,8% dans les coopératives sociales) ; ii) un poste « salaires » important, plus élevé encore dans les secteurs de l'aide sociale (47,5%), de la

santé (46,4%), de la formation et de la recherche (42%) ; iii) un poste « salaires » plus important en lien avec la taille de l'organisation. Au regard de l'importance de l'économie sociale au sein du système productif fin 2011, l'ESS pesait 7,55% des organisations (avec 355 045 entreprises sociales) et représentait 10,65% des emplois salariés (2 208 046).

## Pratiques innovantes

**Coopératives sociales de type « b » :** C'est une loi nationale de 1991 qui instaure les coopératives sociales. L'intention spécifique est alors d'intégrer les personnes porteuses d'un handicap physique ou mental dans le circuit économique. Elles sont tenues d'employer au moins 30% de personnes handicapées. Les coopératives sociales créées pour assurer cette mission bénéficient en retour d'incitations fiscales.

**Banca Popolare Etica :** Auparavant, seules 29% des organisations à but non lucratif avaient accès à ce système de crédit. Mais en 1995, plusieurs organisations parmi les principales se sont associées pour mettre sur pied une coopérative afin de lever des fonds et de lancer une « banque éthique ». L'ouverture de Banca Popolare Etica (BPE) en 1999 permettra de voir leurs efforts couronnés de succès. La BPE offre à ses clients les services habituels mais dans une veine complètement différente : suivre une éthique tout en étant une organisation à but lucratif. Elle apporte un soutien financier à de bonnes idées riches de leur valeur sociale dans différents secteurs de l'économie solidaire, quelles que soient les garanties financières présentées. Elle soutient des activités dans les champs de la coopération internationale et sociale, de la protection de l'environnement ou encore de la culture. Elle compte à ce jour 36000 actionnaires et 5 200 bénéficiaires.

**Gruppi di Acquisto Solidale (Groupe d'Achat Solidaire) :** les GAS sont des groupes de personnes (20 familles en moyenne) qui s'organisent pour se fournir directement auprès du producteur. Le premier GAS a été créé en 1994 et le réseau officiel rassemble aujourd'hui plus de 850. L'objectif principal n'est pas de faire des économies mais d'établir des liens étroits entre consommateur et producteur sur une base de confiance mutuelle. Le réseau GAS a accompli beaucoup de choses : une alimentation saine et moins de déchets alimentaires, des économies d'argent, une autosuffisance du fermier ou du producteur via une chaîne alimentaire plus courte, plus de relations humaines et de diversité culturelle, et un sens plus fort

de l'appartenance à une communauté - sans parler de la protection de l'environnement, des paysages et de la biodiversité.

**DES (Distretti di economia solidale –Districts d'Economie Solidaire)** : eux aussi ont été créés autour des GAS mais pas seulement, puisqu'ils comprennent aussi des producteurs locaux et des institutions, tous engagés pour instaurer un environnement économique et social plus respectueux de l'être humain.

**Les actifs confisqués de la mafia** : L'un des outils les plus efficaces contre les syndicats du crime organisé est de s'attaquer à leur patrimoine en confisquant leurs actifs. 11 360 ont ainsi été confisqués, dont 1 400 entreprises. Une fois ces actifs confisqués « officiellement », ils sont confiés à des coopératives, autorités locales et organisations à but non lucratif.

### **La participation des jeunes (18-30 ans)**

Il n'y a pas de recherches qui se soient intéressées spécifiquement à ce sujet (pour les entreprises de l'ESS dans leur sens complet). Les moins de 30 ans représentent 12,3% des salariés des coopératives sociales et les salariés de moins de 30 ans engagés dans des activités de plaidoyer (toutes les associations de volontariat) sont 14,9%.

### **La perspective du genre**

L'Economie Sociale est généralement pratiquée par des organisations engagées pour l'égalité hommes-femmes, notamment parce que les femmes représentent une majorité des salariés et des bénévoles du secteur social.

De nombreuses initiatives sont prises dans le domaine de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle : temps partiel (il est plus courant de voir des gens occuper des postes pensés pour les mères de jeunes enfants dans l'économie sociale que dans le secteur privé), crèches et garderies dans les bureaux, et autres solutions qui permettent aux parents de s'occuper de leurs enfants.

## **Relations avec la communauté et les mouvements sociaux**

Les organisations de volontariat ont en général un lien de grande proximité avec leur environnement social car elles répondent à des besoins des gens. Ces entités sont reliées et soutenues par des centres régionaux appelés « Centri di Servizio per il Volontariato », financés par des fondations de banques.

La présence d'une gouvernance multipartite (salariés, volontaires ou bénévoles, investisseurs, familles et autres intéressés) ouvre de nouvelles perspectives aux coopératives – ce qui élargit la vision de l'organisation autour des nouvelles réponses à apporter aux besoins locaux. « L'Entreprise Sociale Communautaire » est une autre tendance émergente. Une communauté et des organismes publics de terrain s'organisent au sein d'une entreprise sociale pour analyser les besoins sociaux qui se font jour et pour y répondre.

On assiste ces dernières années à la floraison de fondations communautaires ayant pour but de recueillir des fonds auprès de la communauté pour les réinjecter dans des projets communautaires. Certaines utilisent un mode de financement de projets dans lequel l'argent donné est directement lié aux sommes que les bénéficiaires sont en mesure de lever.

Quant aux relations avec les mouvements sociaux, il existe en Italie une organisation faîtière nationale appelée « Forum del Terzo Settore » (Forum du Tiers Secteur) qui représentent l'ensemble des organisations qui considèrent relever du tiers secteur.

## **Pérennité environnementale**

Le développement durable est un sujet important en Italie depuis l'émergence du « Conto Energia ». Des avantages financiers permettent au secteur privé d'investir dans les énergies propres et dans des mesures d'économies d'énergie. A Matera, l'expérience passionnante de La città essenziale! fait la promotion des panneaux solaires et photovoltaïques : l'argent économisé par l'organisme public grâce à l'énergie verte est investi dans des services sociaux et d'aide à la personne.

## **Pratiques éducatives ou de formation**

Dans le secteur du volontariat, les « Centri di servizio per il volontariato » fournissent des ressources pour la formation et organisent des formations et autres pratiques éducatives. Les coopératives sociales disposent aussi de Fonds Interprofessionnels conçus spécifiquement pour financer des formations au sein des organisations.

En général, les universités ne sont pas préparées à l'étude du champ de l'ESS. Mais de petits progrès ont été faits ces vingt dernières années. Deux universités (Bologne et Trente) ont désormais un diplôme en Economie Sociale, Coopératives et Organisations à but non lucratif. Deux think tanks y ont aussi été créés : AICCON et EURICSE. Deux autres universités – les Milanaises Bocconi et Milano Cattolica) proposent des masters sur ce sujet.

En 2013, un groupe d'organisations fonde avec quelques professeurs des universités, issus notamment des sciences économiques, la SEC (Scuola di Economia Civile – Ecole de l'Economie Civile). Cette organisation offre des sessions de formation, des séminaires et des publications sur le thème de l'ESS. De plus en plus d'universités sont en train d'inclure un cursus spécifique sur l'économie sociale et à but non lucratif dans leurs diplômes d'Economie.

## **Participation aux réseaux**

En Italie, plusieurs réseaux des différents champs sont présents. Pour les GAS (Gruppi di Acquisto Solidale), il existe des réseaux regroupant diverses expériences - les DES (Districts d'Economie Sociale), créés pour partager les expériences, promouvoir des initiatives et créer des outils utiles à tous. Pour les coopératives et les entreprises sociales, il existe un grand nombre d'organisations faîtières : CGM, le plus grand consortium de coopératives sociales ; Ideeinrete, du côté de l'entrepreneuriat ; Confcooperative Federsolidarietà et Legacoop Sociali, associations représentatives au niveau national des coopératives et des entreprises sociales. A l'échelle locale, on compte de nombreux « Centri di Servizio per il Volontariato » (centres de services aux associations de volontariat), tous coordonnés par CSVnet. Le tiers secteur dans son ensemble est représenté et travaille ensemble au sein du « Forum del Terzo Settore » (Forum du Tiers Secteur) structuré au niveau national et régional.

## Cadre légal et relations avec les politiques publiques

Quand on s'intéresse au cadre légal de l'ESS, on peut identifier un large éventail de lois et d'autres textes réglementaires.

Au niveau national, les entreprises sociales sont envisagées dans le cadre d'une loi nationale (n°155/2006). Les coopératives sociales relèvent d'une autre loi nationale (n°381/1991), tandis que certaines régions disposent d'une législation spécifique définissant de façon particulière les champs d'action des coopératives sociales. Les associations de volontariat relèvent, elles, d'une loi nationale (n°266/1991) et il y a généralement dans chaque région une législation appliquant les textes nationaux en les adaptant aux particularités locales.

Les autres types de coopératives relèvent du Code Civil et d'un cadre législatif régional spécifique. En 2015, une proposition de loi a été débattue afin d'établir un nouveau statut pour l'entreprise sociale et d'autres types d'activités à caractère social – une proposition de loi visant à transformer de tiers secteur et à simplifier les règles ainsi que les questions financières.

Pour ce qui a trait aux relations avec l'Etat, le lien entre les bourses étatiques et les organisations de l'ESS est essentiel, comme nous l'avons souligné plus haut. La plupart des coopératives sociales sont financées par des organismes publics. Les associations de service volontaire sont moins tributaires des bourses publiques parce qu'elles n'ont pas de salaires à verser mais certaines en ont besoin pour leurs activités institutionnelles. Les organisations informelles de l'ESS, comme les GAS, en sont complètement indépendantes car uniquement financées par leurs membres à travers leur activité d'achat.

## 2.5. L'Economie Sociale et Solidaire en Espagne

Monica Haas Caruso & Daniela Osorio Cabrera

### Principales caractéristiques et toile de fond historique

Au sein de l'Etat espagnol, l'ESS apparaît comme une réalité possible et tangible pour une autre économie. Reconnue comme une branche autant qu'une articulation de la tradition d'Economie Sociale, elle est identifiée comme une renaissance des expériences socio-économiques de ces dernières décennies.

Ces expériences se distinguent par leur dimension locale et leur ancrage territorial, alliant des expériences traditionnelles de l'Economie Sociale et de nouvelles formes d'organisation communautaire de terrain qui permettent de répondre à des besoins de base in situ.

La référence à une construction identitaire semble être l'une des caractéristiques définissant l'ESS en Espagne, et ce à partir de l'engagement exprimé dans le manifeste dit « Carta de la Economía Solidaria » (Charte de l'Economie Solidaire).

En temps de crise, l'ESS est considérée comme l'un des secteurs ayant le mieux supporté ses effets et on la présente souvent comme une occasion d'améliorer les relations hommes-femmes et d'offrir à ces dernières une véritable égalité des chances.

### Secteurs comprenant des expériences d'ESS

- *Coopératives agricoles* : représentent 42% de la production agricole finale ;
- *Coopératives de consommation* : transforment des biens et offrent des services destinés à être consommés ;
- *Unions de crédit* : banques de proximité ;

- *Coopératives d'emploi partagé* : groupes de personnes qui montent une entreprise pour créer des emplois.

Nous avons aussi repéré des coopératives de services qui rassemblent des PME, des professionnels, des commerçants, des transporteurs et des artisans pour obtenir des matières premières ainsi que certains produits, et enfin des coopératives de logement :

- *Sociétés de travail* : sociétés ou entreprises à responsabilité limitée ;
- *Mutuelles* : entités de gouvernance démocratique à but non lucratif qui exerce volontairement une activité assurantielle ;
- *Entreprises d'insertion* : on considère qu'elles relèvent de l'ESS lorsqu'elles adoptent une gouvernance démocratique. Elles développent des services dans le nettoyage, le recyclage et la construction.

Les activités qui se distinguent particulièrement sont les suivantes : recyclage et récupération, activités financières et de crédit, transport, agriculture et élevage, commerce, consommation, intervention sociale et création d'entreprises industrielles et de services.

On trouve aussi à l'échelle informelle de nouvelles formes d'auto-organisation des besoins qui incluent des valeurs de solidarité, de démocratie et de pérennité environnementale - à l'instar des groupes de consommateurs, des groupes d'achat commun, des groupes autour de la parentalité, des réseaux de troc (groupes de personnes et d'entités qui échangent des biens, des services et/ou des savoirs ou savoirs-faire). En milieu rural, il existe des communautés fondées sur l'autosuffisance économique. En ville, ce sont des potagers sociaux ainsi que des espaces pour des gens qui développent différentes activités économiques (co-working).

### Indicateurs d'impact économique

D'après des données de la Sécurité Sociale du 31 mars 2010, 376 569 personnes étaient inscrites au Régime Général de la Sécurité Sociale pour un total de 38 505 coopératives et entreprises de travail (Guide du DG).

*L'ESS face à la crise :*

Pendant la dernière phase de la crise qui avait commencé en 2008, on a compté moins de fermetures de coopératives et d'entreprises de travail que d'entreprises du secteur commercial.

Au cours de la récession, le secteur de l'ESS a progressé en volume, en partenaires, en chiffre d'affaires et en capital.

### **Pratiques innovantes**

La création de produits et de services innovants pour satisfaire des besoins se démarque, ainsi que le développement d'une technologie innovante qui permet par exemple de réutiliser les déchets urbains. Nous avons aussi identifié des outils qui améliorent la commercialisation et les relations de coopération entre les composantes, ainsi que des outils d'évaluation et des instruments pour une amélioration permanente – parmi lesquels nous souhaitons distinguer les éléments suivants :

#### *Marché social*

Il se définit comme un réseau stable pour l'échange de biens et de services qui relient des entités de l'ESS, des consommateurs responsables et des épargnants-investisseurs éthiques.

#### *Audit social*

Nous nous référons ici à des outils d'évaluation qui nous permettent d'identifier les progrès des entités et les critères liés aux principes et aux valeurs de l'ESS, ainsi qu'à un outil de suivi pour améliorer les aspects de moindre qualité.

### **La participation des jeunes (18-30 ans)**

Si nous n'avons pas repéré de recherche consacrée à l'ESS, nous pouvons citer cependant la création significative du REJIES (Réseau Espagnol des Jeunes Chercheurs en Economie Sociale). L'objectif de ce réseau est de réunir tous les jeunes chercheurs espagnols qui s'intéressent à l'ESS, d'établir des partenariats, de partager ressources et expériences. Ce réseau comprend la participation de jeunes chercheurs en Economie sociale issus de diverses universités.

## **La perspective du genre**

Les études disponibles indiquent que la situation des femmes dans le champ de l'ESS va dans le bon sens pour ce qui est de leur participation sur leur lieu de travail, et ce parce qu'il leur permet d'accéder à des types d'emplois plus équitables que sur le marché capitaliste tout en permettant une meilleure conciliation des vies familiale et professionnelle.

Des données espagnoles de 2009 pointent que 3 salariés de coopératives sur 5 étaient des femmes. Quant aux secteurs dont elles relèvent, il y a une ségrégation horizontale claire marquée par la division sexuelle du travail.

## **Relations avec la communauté et les mouvements sociaux**

Les expériences qui ont émergé ces dix dernières années sont les plus étroitement liées à l'environnement communautaire, et ce en lien avec d'autres mouvements sociaux (particulièrement issus de pratiques plus informelles telles que les plateformes de contestation, les groupes de producteurs et de consommateurs, les réseaux de commerce équitable, les systèmes de monnaies sociales, les potages écologiques, les banques de temps – formant des réseaux de ressources, de coopération et d'apprentissage). En lien avec la tradition de l'Economie Sociale, on peut identifier le lien avec le mouvement ouvrier et de voisinage, de même qu'il s'agit aujourd'hui d'une économie plus proche des nouveaux mouvements sociaux (écologistes, altermondialistes, Indignés (15-M) ou féministes).

## **Pérennité environnementale**

On peut faire le pari d'un impact positif en prenant en compte les principes de l'ESS, en particulier dans des domaines d'activités comme les coopératives agroécologiques, les entreprises de l'énergie verte ainsi que les pratiques de consommation responsable et équitable. Ce ne sont pas seulement des produits et des services qui sont apportés, mais aussi un instrument de prise de conscience et de responsabilité sociale. En ce sens, l'élan actuel vers une économie de proximité et les circuits courts se distingue particulièrement.

## **Pratiques éducatives ou de formation**

Les pratiques les plus significatives que nous ayons identifiées sont celles de la section espagnole du CIRIEC et du réseau ENUIES qui réunit des instituts et des centres universitaires axés sur l'Economie Sociale. Autre pratique relevée : celle de l'Observatorio de la Economía Social (Observatoire de l'Economie Sociale) – association à but non lucratif visant à promouvoir des études et des recherches sur l'économie de la solidarité en tant que modèle de développement économique fondé sur le respect de l'individu.

Au niveau universitaire, un grand nombre d'offres de formation fourmille partout en Espagne ces dix dernières années. Les cours proposés ont trait au management, à la communication, au développement communautaire, au tourisme, à la pérennité environnementale et à l'agriculture écologique.

Une étude du Pays Basque sur l'intérêt des étudiants pour les questions d'ESS impute leur faible intérêt à leur manque de connaissance du sujet qui les conduit à ne pas s'y intéresser.

## **La participation aux réseaux**

L'importance accordée aux réseaux dans l'EE est non seulement l'une de ses principales caractéristiques, mais aussi l'un des traits qui la distinguent du reste de l'Economie Sociale.

Sur la base d'une coopération entre différents pays européens, le réseau RIPESS-Europe (Intercontinental Network for the Promotion of the Social and Cooperative Economy, Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et coopérative) a été créé en 2011 afin de réunir les réseaux nationaux, sectoriels et d'autres entités du continent européen. En Espagne, le réseau REAS est composé de plus de 300 organisations et entreprises de l'Economie Sociale.

Au niveau local, on observe également différentes coopératives du premier comme du second degré qui constituent les réseaux sectoriels et régionaux de coopération et de soutien mutuel ayant réussi à préserver leurs principes de démocratie participative tout en restant ancrés dans le territoire.

## Cadre juridique et relations avec les politiques publiques

En mars 2011, l'Etat espagnol adopte la Loi sur l'Economie Sociale avec « l'objectif premier d'instaurer un cadre juridique entraînant la reconnaissance et une meilleure visibilité de l'Economie Sociale en lui accordant une sécurité juridique améliorée via les mesures prises pour définir l'Economie Sociale » et établit quelques principes d'orientation : (i) primauté de l'humain et du but social sur le capital ; (ii) application des résultats tirés de l'activité économique ; (iii) promotion de la solidarité interne et solidarité avec la société, incitant à un engagement au niveau local, égalité des chances entre hommes et femmes, cohésion sociale, insertion par le travail des personnes à risque d'exclusion sociale ; (iv) indépendance à l'égard des autorités locales.

En Catalogne, la Xarxa d'Economia Solidària œuvre pour le développement d'un projet de loi sur l'ESS.

### **3. Propositions pour améliorer la formation dans l'ESS**

Les principales caractéristiques de la formation dans le champ de l'ESS sont ses valeurs, ses principes et sa façon d'agir en portant un regard critique sur le modèle économique actuel avec l'intention de procéder différemment. Transparence, démocratie, égalité et respect sont les valeurs boussoles des pratiques de l'ESS qui prennent une place toujours plus importante dans les nouveaux projets ou manières de s'auto-organiser collectivement. Avant tout, l'ESS propose un regard critique pour penser les processus de formation à partir de l'aspect logique de l'accumulation de connaissances. Le développement de projets dans l'ESS est entendu à partir de la logique des processus et en lien avec le développement de compétences fondamentales.

La matière analysée est issue des rencontres des différents groupes de discussion animés sur chaque territoire. Certaines des compétences (attitudes, savoirs-faire et connaissances) soulignées ici seront développées dans les Productions Intellectuelles suivantes : un « portfolio » de compétences, les modules de formation et le jeu virtuel, comme prévu dans le projet.

## 3.1. L'enjeu des compétences

### La compétence coopérative

La capacité à travailler au sein d'un collectif est l'une des premières questions abordées, à savoir la compétence coopérative. Celle-ci fait référence à l'intégration de différents points de vue, à la reconnaissance et à l'acceptation de la pluralité. Il s'agit d'une nécessité pour apprendre à prendre des décisions collectivement, à gérer le temps requis pour ce faire, tout en gardant à l'esprit que le temps et les rythmes collectifs sont généralement très exigeants et qu'ils requièrent une capacité à les gérer.

Cela va de pair avec la notion de processus au sein duquel le groupe perçoit la dynamique de groupe qui a une progression naturelle et a besoin d'ajustements en permanence.

La notion de co-responsabilité est également associée à la coopération. Dans cet exercice de démocratie participative, il devient nécessaire de prendre part aux processus collectifs de prise de décision. L'horizontalité du processus décisionnel est compatible avec l'absence de hiérarchie. Elle implique que chacun prenne une part de la responsabilité.

### La compétence politique

La participation à des projets collectifs est liée à la façon de comprendre et de construire des relations sociales. C'est aussi une manière de répondre à des besoins quotidiens, qu'il s'agisse de travail, de moyens de subsistance ou de l'environnement, et d'y répondre de façon autonome et autogérée. Ceci est lié au développement d'une sensibilité, d'une conscience sociale et d'une attitude qui sait passer du « je » au « nous » en aiguisant un sens de ce qui se passe autour et au-delà de notre microcosme.

Etre en lien avec ce qui se passe dans le pays en termes d'organisation collective permet de porter un regard sur les dynamiques micros et macros. Il est nécessaire de développer la compétence politique et la capacité à comprendre, analyser et relier les défis collectivement, à savoir et à partager les éléments de contexte ainsi qu'à agir dans des dynamiques à petite échelle.

### **La compétence de leadership**

Travailler sur le leadership dans les espaces collectifs est lié aux rôles que chaque participant joue dans les différentes expériences d'ESS. Il s'agit de proposer une idée du leadership qui ne soit pas associé aux postes de pouvoir mais à des dynamiques polycentriques. Il est important de mettre au point des outils de formation interne et une rotation des rôles afin de répartir cette aptitude au leadership et de travailler à faciliter les processus participatifs et la coordination des réunions.

Développer des compétences de leadership signifie : savoir comment reconnaître et apprécier les compétences individuelles qui peuvent servir une fin collective, avoir une capacité à rassembler, créer les conditions d'un travail collaboratif et gérer l'approche pluridisciplinaire, savoir comment appréhender et équilibrer le temps d'engagement et de dévouement que chacun assume dans les diverses pratiques collectives afin de prévenir les processus de « burnout » et, enfin, avoir des connaissances sur les processus et les outils participatifs de prise de décision.

Il s'agit aussi de la capacité y afférente à coordonner des actions, comme l'aptitude à observer, évaluer et ajuster. Travailler avec des objectifs et des attentes à la fois clairs et réalistes est essentiel pour savoir comment les répartir – savoir aussi comment participer et communiquer des idées.

### **La compétence émotionnelle**

Le besoin d'apprendre à gérer la dimension émotionnelle que requiert le travail collectif se fait sentir – ce qui permet de partager et de gérer les singularités. Dans cette dimension, certaines compétences sont liées à la culture du groupe – telles que l'écoute active, l'intelligence

émotionnelle, l'aptitude à l'empathie, la capacité à offrir, à donner et à recevoir, ainsi que d'autres compétences liées à l'organisation et à la dynamique de groupe. Il est aussi important d'avoir des connaissances et de travailler sur la résolution de conflit, la médiation et la communication non-violente.

La capacité à se concentrer sur le facteur humain y est liée, à l'opposé d'un système économique dominant qui déshumanise, isole et affaiblit les gens.

### **La compétence d'entrepreneuriat**

L'esprit d'entreprise était le facteur premier cité dans certains pays où il était considéré comme essentiel pour développer cette compétence. Cela reflétait le besoin de le lier à la créativité, à une attitude positive ainsi qu'aux compétences pratiques d'entrepreneuriat et d'auto-organisation qui favorise un développement durable et réaliste.

Cela peut paraître contradictoire mais deux caractéristiques semblent importantes à développer en parallèle. D'un côté, la capacité à rêver et à être visionnaire, avec un certain degré de légèreté qui permet de stimuler la créativité et la prise de risques ; de l'autre, un sens aigu des réalités afin de savoir précisément ce qui va fonctionner et d'être capable de reconnaître et d'accepter ce qui ne marchera pas.

Tout ceci est lié au travail engagé sur les compétences associées au management, au développement et à la viabilité de projets sociaux.

### **Compétences générales pour créer et développer une entreprise dans le champ de l'ESS**

#### *Compétences de management*

- Comprendre les structures et systèmes d'entreprise ou d'auto-organisation qui seront utilisés au sein de l'entreprise ou du projet collectif
- Etre capable de déléguer et de hiérarchiser les priorités
- Préparer, organiser et gérer (compétences d'administration)
- Compétences de management stratégique
- Capacité à résoudre des problèmes
- Connaissance de l'histoire, du cadre institutionnel et juridique de l'ESS

- Connaissance des exigences légales pour monter une entreprise (fiscalité, assurances, responsabilité civile, etc)
- Compétences informatiques de base

*Compétences économiques et financières*

- Compétences en gestion économique et financière
- Connaissance des financements publics et privés
- Connaissances de base en comptabilité

*Compétences de communication*

- Compétences de communication orale et écrite, à la fois en interne et hors de l'organisation
- Capacité à développer des réseaux intercoopératifs, à investir dans la construction de relations de soutien et d'assistance mutuelle sur la base de la complémentarité
- Aptitude à maintenir l'accent sur le but du projet : le client, l'utilisateur ou le collaborateur
- Compétences en gestion des réseaux sociaux et des nouvelles technologies
- Capacité à travailler sur l'impact politique et institutionnel
- Connaissances nécessaires au marketing social. Il est tout aussi important de travailler sur la technique que sur le contenu et de communiquer hors du champ de l'ESS et sans son jargon.

## 3.2. Stratégies méthodologiques

**Des contenus de travail qui mettent en relief ou en exergue les notions de territoire, de contexte et de participation de la communauté**

Cette section souligne le besoin de générer des processus d'enseignement et d'apprentissage qui prennent en compte les facteurs à adopter de la manière dont ils sont développés.

**Continuer à interroger les processus de formation pour éviter de tomber dans des stratégies économiques conventionnelles**

Susciter un processus de formation critique qui permette d'identifier les mécanismes susceptibles de nous aider à nous appropier la logique de marché concurrentiel et d'autosuffisance.

**L'apprentissage à partir d'un projet, fondé sur des objectifs**

Promouvoir des processus pour mettre en œuvre les valeurs et manières d'agir collectivement, sur la base d'une stratégie d'identification des besoins et d'une analyse de contexte.

### **3.3. Les besoins en formation de la jeunesse**

Dans la plupart des pays, il n'y pas eu d'indication de besoins spécifique en lien avec la formation des jeunes. Entre temps, différents volets ont été traités.

#### **Générer des processus de formation par l'expérience dès le départ - apprendre en faisant**

On ressent le besoin de stimuler des expérimentations en matière de formation par l'expérience dans l'ESS, qui puissent être introduites par étapes dès le plus jeune âge. La proposition est qu'une personne commence à créer des espaces de travail en solitaire, où certaines choses sont faites collectivement et avec une responsabilité partagée. L'autogestion d'activités extrascolaires est suggérée comme une manière de permettre aux apprenants d'approcher des expériences d'auto-emploi au sein de la formation, petit à petit. Autogestion, processus décisionnel collectif, apprentissage commun et planification conjointe du travail font partie des préconisations.

On s'engage également à intégrer un module transversal à généraliser de l'école primaire à l'université afin de promouvoir l'expérimentation de la pratique de l'ESS dans les syndicats et les associations ainsi qu'à travers des jeux de rôles.

#### **Visualiser et systématiser les pratiques de l'ESS sur le territoire**

48

Il est possible d'acquérir des compétences de réflexion de haut niveau à partir de l'étude des pratiques de l'ESS, et ce en identifiant celles qui sont développées dans un contexte régional ou à proximité des zones dans lesquelles les formations sont mises en place. Cette stratégie peut

servir à deux fins : l'une en lien avec l'estime de soi et la reconnaissance de ce qui est fait, l'autre avec l'élaboration d'un vocabulaire commun. Systématiser et documenter de cette façon

facilite de nouvelles manières de dire les choses et de transmettre ce savoir. Travailler ainsi facilite aussi la construction de réseaux communs et partagés.

Visualiser et systématiser vise en outre à identifier des pratiques collaboratives qui existent sur le territoire – pas nécessairement liées à l'ESS. L'intention sous-jacente est notamment de prendre en compte les expressions émanant des pairs, qui sont aussi autant d'espaces d'échange fertiles. Est évoquée aussi la possibilité d'opter pour les échanges intergénérationnels et interculturels.

### **Travailler collectivement la dimension émotionnelle**

Au regard des outils sur lesquels travailler, on suggère de ne pas perdre de vue les aspects émotionnels inhérents à la construction de relations collectives. Pour ce faire, il est proposé d'inclure aussi une réflexion sur les tensions et les contradictions qui émaillent la construction de ce qui est commun.

### **Inclure une dose de gaieté dans la méthodologie**

Il s'agit ici de souligner que le plaisir est un outil fondamental dans l'apprentissage, particulièrement chez les jeunes. Les jeux sont entendus comme autant d'outils qui facilitent les processus et l'autonomisation des participants.

## 4. Réflexions finales

Dans les différents contextes analysés, on observe une progression de l'intérêt pour les domaines de la formation en ESS. Quoiqu'elle soit encore marginale, on assiste à une augmentation des opportunités éducatives dans ce champ.

Dans la majorité des cas, au niveau universitaire, la formation sur l'ESS fait référence à des modules ou cursus spécifiques dans des disciplines telles que l'économie ou les sciences sociales. La formation cherche à capter et à transmettre l'apprentissage accumulé par des individus impliqués dans des projets d'entreprises et avec une orientation processus / pratiques.

Nous reconnaissons une série de compétences et de besoins en formation ESS qui méritent d'être approfondis. Tout d'abord, le besoin de dynamiques d'enseignement / apprentissage fondées sur des processus et contenus taillés sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques des contextes dans lesquels ces formations se déroulent.

Quant aux compétences requises pour développer une expérience dans l'ESS, elles ont été identifiées de manière générale, en lien avec la création et la gestion des entreprises, mais aussi plus spécifiquement en lien avec le développement des expériences de l'ESS. Il faut en ce sens évoquer les compétences de leadership et de gestion des relations émotionnelles, comme une stratégie pour l'élaboration de relations horizontales et coopératives. La dimension coopérative est fondamentale ; c'est pourquoi il est indispensable de travailler sur la base d'une responsabilité partagée. Dans la composante politique des projets d'entreprises, il ressort particulièrement un besoin de développer un esprit critique et d'analyser en permanence le contexte et l'engagement dans l'environnement social.

Nous notons enfin que, bien que tous les contextes étudiés aient fait état des difficultés de l'ESS sur le front de l'égalité hommes-femmes, aucune suggestion pédagogique n'a été avancée.



Cette recherche a pu identifier, dans la plupart des contextes, l'intérêt particulier des jeunes pour l'ESS. Les motivations que ces expériences génèrent vont de l'engagement social à la visualisation de perspectives d'emploi possibles et désirables. Enfin – et c'est au moins aussi important - il est nécessaire et fondamental que ce travail inclue la dimension émotionnelle et ludique au cours de tout le processus d'apprentissage.

Approfondir ces pistes de travail et mettre en place des expériences de formation en ce sens pourrait bien être une contribution majeure à la poursuite de l'articulation et de la création de synergies qui constituent le champ de l'Economie Sociale et Solidaire.



Projet de Partenariat Stratégique n° 2014-1-ES02-KA200-001071